

Falkenmark M. (Ed.) *Rural Water Supply and Health. The Need for a New Strategy. Summary of papers and discussions from the United National Interregional Seminar on Rural Water Supply*. Uppsala, Sweden, 6-17 october 1980. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1982, 118 p.

Jean-Pierre Thouez

Volume 14, numéro 4, 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701594ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701594ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thouez, J.-P. (1983). Compte rendu de [Falkenmark M. (Ed.) *Rural Water Supply and Health. The Need for a New Strategy. Summary of papers and discussions from the United National Interregional Seminar on Rural Water Supply*. Uppsala, Sweden, 6-17 october 1980. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1982, 118 p.] *Études internationales*, 14(4), 850–852. <https://doi.org/10.7202/701594ar>

L'ambiguïté de la situation dépeinte met en lumière les problèmes engendrés par la nouvelle division internationale du travail, par la formation de cartels, de trusts, d'oligopoles et de monopoles. Il devient évident que les nouvelles règles du jeu n'ont pas encore été établies à la satisfaction de tous.

L'exportation agressive du modèle interne américain pour fin d'application à l'espace trans-national semble bien être la source première de conflits – principalement dans les zones nébuleuses où il n'existe pas d'entente formelle entre les nations.

Les mesures coercitives, qu'elles soient légales, économiques ou politiques, ont comme fondement les notions de pouvoir et de contrôle et les intérêts défendus ne sont pas seulement idéologiques (comme le mythe de la libre concurrence par exemple, le laisserait facilement croire) mais matériels et liés à l'intérêt (à court, moyen et long terme) de la nation qui s'engage dans un rapport de forces pour assurer sa juridiction et l'imposition de sa manière de voir les choses sur un domaine litigieux.

Les auteurs semblent impliquer que les compagnies transnationales sont les principales victimes de l'ambiguïté des lois régissant le commerce international. En ce qui nous concerne, nous croyons que la restructuration des compagnies, groupes ou trusts, la normalisation de leurs opérations, la nature du commerce international et la fluidité de mouvement du capital au sein du système monde capitaliste rendent inopérante la notion d'État. C'est pourquoi l'harmonisation des ententes au niveau international doit inclure tous les intervenants dans le processus ou l'effort d'élaboration de lois, politiques et codes d'éthique. De cette manière serait peut-être réglée l'épineuse question de l'appartenance nationale d'entités trans-nationales.

La faiblesse du document découle du fait que les auteurs présentent chaque variable constitutive du problème comme un phénomène discret et nous avons du mal, en tant que lecteur, à faire la synthèse des enjeux. De plus, le nombre de questions pertinentes qui

ne sont pas soulevées dans l'ouvrage diminue l'importance de cette contribution.

La question de la nouvelle division internationale du travail reste entière. En effet, qui réglemente quoi? Selon quels principes: Les moyens coercitifs nationaux ayant peu d'emprise sur l'espace transnational, comment arrive-t-on à créer une certaine harmonie dans le commerce international? Les intérêts des pays les plus 'puissants' sont-ils appelés à devenir les intérêts mondiaux? La doctrine des effets n'implique-t-elle pas la négation de l'État? Peut-on faire une opposition entre marché national et marché international à une époque où les économies nationales sont de plus en plus interdépendantes? Cet ouvrage ne soulève ni ne répond à ces interrogations.

J.H. Clément CHABOT

*Département d'anthropologie
Université Laval*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

FALKENMARK M. (Ed.) *Rural Water Supply and Health. The Need for a New Strategy. *Summary of papers and discussions from the United Nations Interregional Seminar on Rural Water Supply, Uppsala, Sweden, 6-17 October 1980.* Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1982, 118 p.

Tout le monde s'accorde à dire qu'il est indispensable à la santé et au bien-être publics que toute communauté soit alimentée, dans de bonnes conditions, en eau destinée à la boisson, à l'hygiène personnelle et aux autres usages domestiques, et dispose de moyens adéquats pour l'évacuation des eaux usées. Selon un rapport du CRDI 2300 millions de personnes vivaient dans les pays en développement en 1980, seulement 43 p.100 disposaient d'une source d'eau relativement pure à distance raisonnable et 25 p.100 d'installations sanitaires rudimentaires. En 1980, l'Assemblée générale des Nations Unies décrétait

que la décennie 1981-1990 serait celle de l'eau potable et de l'assainissement. De ce point de vue, l'ouvrage de l'Institut Scandinave d'Études Africaines apparaît le bienvenu. Il complète différentes études publiées récemment par la Banque Internationale pour la Reconstitution et le Développement.

Cet ouvrage fournit un résumé des communications et en particulier des discussions d'ateliers données lors d'un séminaire interrégional sur l'alimentation en eau tenu à Uppsala en octobre 1980. Celles-ci sont regroupées en trois parties : 1. les contraintes et les stratégies ; 2. les objectifs et avantages ; 3. la planification du programme.

Les entraves sont principalement : le manque de ressources humaines formées et expérimentées en la matière et le recours automatique à des technologies coûteuses et donc hors de portée des couches inférieures des villes et des campagnes. Les gouvernements locaux ne peuvent offrir cette infrastructure coûteuse à l'ensemble de la population d'où la nécessité d'élaborer des solutions nouvelles mieux adaptées aux besoins. De plus, il semble que les contraintes qui apparaissent marginales pour les pays sont parfois perçues comme prioritaires par les organismes extérieurs de financement. Parmi ces contraintes citons : les problèmes de planification et de construction, les difficultés administratives, l'entretien inexistant, la technologie inadéquate. Une fois exposées la nature et l'ampleur du problème, le présent ouvrage essaie de suggérer des solutions tout en admettant que seul un dialogue entre les fournisseurs, les consommateurs et les donateurs, de préférence à l'échelle locale ou régionale, peut s'avérer l'élément le plus pertinent à la détermination et à la planification d'un programme d'alimentation en eau. À cet égard, il est dommage que l'on n'ait pu établir une distinction plus nette entre les zones urbaines et les zones rurales à cause des différences d'ordre matériel et des conséquences financières de ces différences. Les problèmes à résoudre et les objectifs à atteindre ne sont pas les mêmes.

La seconde partie traite d'un problème fondamental à savoir la relation entre l'amé-

lioration de l'alimentation en eau et l'assainissement et l'état sanitaire. Dans la mesure où l'accord sur les facteurs à prendre en considération est loin d'être satisfait il apparaît préférable de tracer les grandes lignes directrices en fonction des conditions sociales, économiques et culturelles des zones d'implantation. Il est probable qu'un programme d'assainissement et d'alimentation en eau peut avoir des effets économiques à court et à long terme positifs sans oublier les retombées sociales par exemple, les effets sur la participation de la main-d'oeuvre féminine. De toute évidence, il apparaît difficile de mesurer les effets spécifiques et de prévoir les conséquences économiques d'investissement qu'il s'agisse de santé publique, de redistribution des revenus, de productivité ou d'établissement de la population.

La troisième partie porte sur la planification proprement dite. Les deux dimensions les plus importantes sont : le choix des zones auxquelles il convient d'accorder la priorité et celui des arbitrages qu'imposent le niveau voulu des services, le coût et la qualité de ces services, l'acceptation par la population. Dans le premier cas, il s'agit de critères techniques mais aussi politiques dans la mesure où même si les calculs sont possibles il arrive souvent que l'on soit contraint de recourir aux jugements de valeur. Dans le second cas, le soutien actif de la population est nécessaire à la réussite du programme. Si l'on fournit rapidement quelques exemples on néglige des informations importantes, par exemple : comment transformer l'enthousiasme des populations en une action concrète que ce soit sous forme de contribution locale (main-d'oeuvre ou argent) aux coûts d'exploitation et d'entretien du réseau ? Comment s'assurer que les populations peuvent prendre en charge les services ? Les derniers chapitres de cette partie intéressent les problèmes techniques et celui de la législation auxquels font référence des études de cas de pays africains. Finalement, on présente un tableau très sommaire des recherches qui devraient être menées dans ce domaine.

Ce petit ouvrage est une introduction honnête aux problèmes particuliers que l'on doit résoudre, si l'on veut arriver rapidement à

améliorer l'alimentation en eau des pays du monde en développement.

Jean-Pierre THOUÉZ

*Département de géographie
Université de Montréal*

MCLAUGHLIN, Martin M. *World Hunger of Food Self-Reliance? A U.S. Policy Approach for the 1980's*. Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. « Development Paper 33 », 1982, 58 p.

En 1974, 134 ministres gouvernementaux à la Conférence Mondiale des Nations Unies sur le Ravitaillement ont promis que dans dix ans aucun enfant ne se coucherait affamé, aucune famille ne manquerait de pain et le potentiel de personne ne serait affecté par la sous-alimentation. En dépit de cette promesse, et beaucoup de recommandations visant son accomplissement, nous nous trouvons aujourd'hui toujours aussi loin du but.

Certainement pendant la période la production alimentaire a légèrement dépassé la consommation, et déjà cette production suffit pour un régime modeste mais suffisant pour tout le monde. Néanmoins les évaluations officielles indiquent que presque un demi-billion de gens actuellement n'ont pas assez à manger.

Martin McLaughlin, vice-président américain de l'Éducation au Conseil pour le Développement étranger, a élaboré les raisons de cet insuccès. Du côté ravitaillement il cite: technologie non-appropriée ou manquante, terre limitée, sources d'eau diminuantes, dégradation de l'environnement, recherches insuffisantes, restrictions sur l'usage de combustible fossilifère et temps imprévisible. Du côté besoins, il y a l'accroissement démographique, l'affluence développante, ce qui détourne les aliments vers les plus argentés, et les structures sociales et politiques inéquitables. Manifestement plusieurs de ces raisons sont en corrélation.

L'étude propose ensuite des mesures à prendre pour combattre la faim et la sous-alimentation: augmenter la production, améliorer la distribution, faire face aux problèmes immédiats de sous-alimentation et disette imminente, poursuivre avec vigueur les objectifs à court terme, sans compromettre ceux à long terme. Étant donné que les États-Unis sont la nation la plus riche du monde, et en même temps le plus grand producteur et exportateur alimentaire, presque la moitié du livre traite de la politique américaine.

McMaughlin démontre qu'il est dans l'intérêt des États-Unis de faire usage de sa dominance, et ceci pour des raisons morales, humanitaires et stratégiques, aussi bien que pour la sécurité nationale. Il cite treize recommandations précises concernant les mesures à prendre par les États-Unis.

Évidemment celle-ci est une polémique avec de nobles objectifs, et il serait malvenu de douter de sa thèse. Cependant l'étude contient le même défaut que tant d'autres politiques d'assistance sociale quant au ravitaillement, en disant que si nous avons assez de vivres, nous pourrions donner à manger à tout le monde. Le problème de la distribution inéquitable des aliments est cité; il devrait être mis plus en évidence.

Dans les études des famines faites par A.K. Sen, l'auteur parle des cas où il existe assez de vivres, mais où les gens meurent de faim faute d'argent pour s'en procurer. Ces exemples sont une illustration sérieuse mais microcosmique du problème de la faim dans le monde. Augmenter la production ne résoudra pas le problème, à moins que les gens ne possèdent aussi les droits économiques aux vivres. C'est pourquoi l'étude, à juste titre, cite l'objectif d'améliorer la situation des fermiers pauvres, bien que les difficultés politiques affrontant cette mesure ne reçoivent qu'une mention trop brève.

L'étude ne fait pas état d'autres questions dans le système mondial alimentaire. Les États-Unis ont besoin non seulement d'une politique alimentaire et agricole à l'égard du troisième monde, le marchandage actuel avec la Communauté Européenne et le Japon nous